

# LE PEUPLE BRETON

0,60

UDBN

ORGANE DE L'UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE

## LA RENCONTRE SOCIALISTE DE SAINT-BRIEUC : Gauche bonapartiste, pas morte !...

(Voir notre éditio page 2)

### ...DES PROMESSES DE DE GAULLE AUX RÉALITÉS

La C.O.D.E.R. vient de se réunir pour exprimer son avis sur les crédits affectés à la Bretagne pour l'année 1967. C'est d'ailleurs la seule chose qu'elle pouvait faire, vu qu'elle ne dispose d'aucun pouvoir de décision. La chambre d'enregistrement du préfet a constaté « une importante régression des investissements de l'Etat, renforçant ainsi la stagnation industrielle et aggravant par conséquent l'acuité du problème de l'emploi ».

#### UNE PROPAGANDE BIEN FAITE

Pourtant, le gouvernement clame bien haut sa conscience du problème breton et sa volonté de poursuivre activement la politique de décentralisation. Une édition spéciale de « la Nation » — c'est le quotidien U.N.R. — parue comme par enchantement la veille du 29 octobre, publie une interview de M. Pompidou où il est affirmé que « le gouvernement va accentuer sa politique de décentralisation ». Le journal étant confidentiel, 18 journalistes des grands quotidiens parisiens ont été invités à faire une promenade aérienne au-dessus des principaux centres d'implantation industrielle de Bretagne, tandis qu'un commentateur habile mettait au compte du gaullisme toutes les opérations réalisées depuis... 1954 ! Le résultat fut remarquable : la plupart des journalistes s'esbaudirent, y compris celui du « Monde », d'habitude plus circonspect, qui affirmait le lendemain que tous les problèmes de la Bretagne seraient résolus dans un petit nombre d'années, grâce au « coup de fouet » donné à la décentralisation par le gouvernement gaulliste ! Bien entendu, il n'a pas été dit à ces journalistes candides que les quelques décentralisations effectuées datent des années 1962-1963, concessions du gouvernement Debré d'alors, après les grandes manifestations paysannes de 1961 et la prise de la sous-préfecture de Morlaix... Néanmoins, le gouvernement se décerne un satisfecit sans réserves et rassure le peuple. Et pourtant...

#### DES AVEUX CYNIQUES

M. Bourges, ministre de l'Information, spécialement détaché à la surveillance de la Bretagne, déclarait, à la même époque,

à Fougères où ses fonctions l'appelaient : « C'est une utopie de croire à la décentralisation industrielle ». Il ajoutait que l'industrialisation ne devait compter que sur le développement des entreprises existantes, tandis qu'à Paris, le Premier ministre remarquait que la politique de concentration des entreprises actuellement prônée en haut lieu devait entraîner provisoirement (?) une aggravation des déséquilibres régionaux. Confirmant cette optique, le V<sup>e</sup> Plan gaulliste prévoit une diminution de 5% de la population active bretonne alors que pour l'ensemble de l'Hexagone, on prévoit une augmentation de 6% ; la conclusion s'impose : la Bretagne est laissée à l'abandon.

#### UN ABANDON QU'ON NE DISSIMULE MÊME PLUS

Comparant les années 1966 et 1967, la C.O.D.E.R. a montré que la tranche annuelle des investissements est en baisse de 31% par rapport à l'année dernière, soit le tiers. Le détail par secteur est tout aussi éloquent :

	1967
Urbanisme et logement	- 49%
Équipements sanitaires	- 65%
Éducation « nationale »	- 40%
Équipement rural	- 10%

Pour les transports, secteur pourtant essentiel, la part des crédits affectés à la Bretagne est en baisse continue :

	1964	1965	1966	1967
	6,7%	4,7%	1,9%	1,8%

Pour la C.O.D.E.R., il sera donc impossible d'opérer les nombreuses reconversions indispensables, à Hennebont par exemple. Il sera également impossible de ralentir l'émigration, que l'arrivée annuelle de 46 000 jeunes sur le marché du travail (au lieu de 31 000) va rendre catastrophique, tandis que les forces productives, les charges des collectivités locales bretonnes, et par conséquent les impôts, deviennent écrasantes : en trois ans, les centimes départementaux ont augmenté de 63% !

De Gaulle avait déclaré en 1961 à Brest :

Crêperie Ste-Anne  
"Chez Noël"

CADRE BRETON — Cidre et Chouchenn  
— RENNES —

« L'avenir de la Bretagne, j'en réponds ». On sait maintenant de quel avenir il s'agit : un réduit bétonné, rempli de missiles, d'où tous les Bretons auront bien sûr démenagé. Alors, pourquoi faire un effort pour « l'extrême-Ouest » ? Il est donc normal que le délégué français au conseil des ministres du Marché commun juge inutile une étude sur le développement économique de la Bretagne. C'est donc en parfaite connaissance de cause que le pouvoir gaulliste a décidé de ne pas tenir compte des intérêts bretons. Aux Bretons d'en tirer la conséquence politique, ou alors il n'y aura plus ni Bretons, ni Bretagne.

L. P. et J.-J. M.

### LE GAULLISME ET LES FASCISMES

La majorité gaulliste, sous couvert de préoccupations sociales, tente d'entretenir la fiction d'un visage progressiste du régime. Et les Valon, et les d'Asier de la Vigerie se succèdent à la tribune de la télévision. De Gaulle lui-même se déguise en pèlerin de la paix. On sait à quel s'en tenir : l'homme du discours de Phnom-Penh n'en reste pas moins l'instigateur d'une certaine guerre d'Indochine, par la personne interposée de son ami Thierry d'Argenlieu. Et l'anti-américanisme demeure le moteur principal de sa politique extérieure. En politique intérieure, De Gaulle entretient ses rêves délirants d'armement atomique : le budget militaire occupe le cinquième du budget total.

La gaullisme montre plus que le bout de son museau réactionnaire, quand nous apprenons l'interdiction pure et simple, sur ordre du ministère de l'Intérieur, du "Centre Cultural Catala" de Marseille (1). Créé en 1918 par des émigrés catalans, le centre se préparait à célébrer en 1967 les traditionnels "Jeu floral de langue catalane". Cela ne pouvait plaire aux autorités franquistes, ennemies des Catalans et des Basques. Franco ordonne, Frey exécute. En plein progressisme.

Non moins progressiste l'attitude de la France à l'égard de l'Afrique du Sud, championne de la sinistère politique d'apartheid. Mais laissons la parole à M. J.-J. de Félice, secrétaire du comité de liaison contre l'apartheid en Afrique du Sud (2) :

« Faut-il en effet rappeler que la France s'est généralement abstenue lors des votes de condamnation de l'apartheid, lors des votes sur les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, qu'elle s'est refusée à participer aux travaux du comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid ?

« Faut-il rappeler que les échanges commerciaux franco-sud-africains sont en expansion constante, que les investissements français occupent la troisième place en Afrique du Sud ?

« Faut-il rappeler surtout que de très nombreux contrats de ventes d'armes et de matériel militaire font de notre pays l'un des principaux fournisseurs d'armes du gouvernement sud-afri-

#### IFFIG



— offre aux lecteurs du Peuple breton tous ses meilleurs vœux pour 1967.

— a été horrifié d'apprendre que le comte von Kielransegg a été nommé commandant en chef des forces terrestres Centre-Europe de l'O.T.A.N.,

— savait en effet que le susdit militaire était un théoricien et apologiste du nazisme, qui, en 1940, trouvait que la France, « espace sans peuple », était faite sur mesure pour l'Allemagne, « peuple sans espace »,

— se rassure à la pensée que M. Kiesinger, chancelier pressenti en Allemagne fédérale, était lui aussi un nazi notoire, très lié à Goebbels,

— a eu la douleur d'apprendre de 3% des Français jugent les Bretons « moins français que les autres »,

— renvoie ces 3% de mauvais citoyens aux fests qu'il avait proposés à ses lecteurs.

— et ceci en violation formelle de résolutions précises des Nations-Unies ? » (3)

"Gaullistes de gauche", que pensez-vous de la collusion entre gaullisme, fascisme et racisme ? Au paradis des bien-pensants, vous retrouverez sûrement De Gaulle, flanqué de Franco et de Verwoerd !

Quand on pense qu'il se trouve quelques Somaliens — payés par l'étranger — à ne plus vouloir de la France ! Quelle ingratitude.

Paol QUEINNEC.

(1) Le Canard enchaîné du 12 octobre 1966.

(2) Dans une lettre au Monde du 15 octobre 1965.

(3) Parmi les firmes françaises faisant un fructueux commerce avec l'Afrique du Sud : Panhard, Dassault (U.N.R.), Thomson-Houston.

#### CABINET

### Le Berre et Plumereau

29, place de la République - B.P. 29  
29 S - PONT-L'ABBÉ - Tél. 273

Crédits à la Construction  
Transactions immobilières  
— et commerciales —  
Rédaction d'actes S.S.P. - Baux  
Locations

BOIS  
Société J. LE GARS

Tél. 0.97 Quimper



(suite de la page 3)

les. Mais un effort de renouvellement s'impose, là aussi. Les formules passées et folkloriques, le régionalisme conservateur identifiant Bretagne et Chouannerie n'ont aucune chance de succès auprès d'un jeune clergé aux préoccupations modernes.

On a dit parfois que la fraction avancée du clergé était hostile ou indifférente à l'idée bretonne et que l'on trouvait les défenseurs de celle-ci plutôt du côté des lecteurs de *La France Catholique* que de ceux de *Témoignage Chrétien*. En réalité, c'est plutôt une certaine image réactionnaire de la Bretagne (conçue par certains de ses défenseurs comme un barrage aux idées modernes) qui a éloigné jusqu'ici ces prêtres de la cause bretonne (6).

C'est au mouvement breton démocratique qu'il appartient de montrer au clergé et aux militants chrétiens de gauche le visage nouveau, — que nous les appelions à modeler avec nous, — d'une Bretagne jeune, dynamique et progressiste.

### Les catholiques et la politique

Faut-il, dès lors, souhaiter une intervention directe et systématique du clergé en tant que tel dans la vie civile et sociale ? Ne risque-t-on pas, dans ces conditions, de revoir cette confusion du spirituel et du temporel qui hypothèque depuis trop longtemps l'évolution démocratique de la Bretagne ?

Ce n'est évidemment pas sous la forme traditionnelle de l'évêque ou du recteur dictant à ses ouailles leur choix électoral, utilisant les arguments d'autorité et les menaces de sanctions spirituelles dans un but politique que nous souhaitons voir le clergé s'intéresser à la Bretagne. Il faut bannir, une fois pour toutes, le cléricalisme politique.

Si nous préférons qu'ils se montrent aux côtés des ouvriers et des paysans manifestant pour leur gagne-pain et leur dignité, plutôt qu'auprès des préfets, des généraux, des amiraux et

Aux attitudes de démission et de passivité, les catholiques de gauche, en Bretagne, se doivent d'opposer une dynamique de participation. Participation à la vie de l'Eglise, et ce n'est pas le lieu, ici, d'en examiner les modalités. Participation aussi à la vie politique et sociale. Sur ce dernier point, ils peuvent s'inspirer utilement des propositions exprimées par le Colloque international réuni à Metz les 25 et 26 septembre 1965 sur l'initiative des Amis de Témoignage Chrétien, sur le thème : « Pour un engagement des chrétiens dans la voie socialiste. » (7)

Après avoir refusé la confusion entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel et rejeté toute idée d'organisation politique ou syndicale de caractère confessionnel et, en particulier, toute idée de « démocratie chrétienne », les participants de ce colloque (qui parlent en chrétiens engagés, mais refusent, en tant que tels, de constituer des tendances ou des fractions au sein des organisations dans lesquelles ils sont et où ils veulent militer loyalement), ont adopté un certain nombre de propositions dont les principales peuvent se résumer ainsi :

— option pour la voie de la démocratie, du socialisme et de la paix ;

— laïcité des institutions civiles et indépendance du pouvoir ecclésiastique ;

— démocratisation de l'enseignement, c'est-à-dire fin des cloisonnements d'ordre social et familial qui caractérisent l'école d'aujourd'hui ;

— condamnation du nationalisme-impérialisme, du racisme et du néo-colonialisme ;

— effacement progressif des frontières et construction d'une Europe planifiée, élargie et indépendante, tournée vers le tiers-monde ;

— fixation des objectifs du Plan de manière à effacer les inégalités entre les classes et les régions ;

— politique d'aménagement du territoire tenant compte des spécificités régionales et des problèmes humains ;

— lutte, par tous les moyens appropriés, et notamment lors de tous référendums et élections, contre une politique comportant la fabrication d'une force de frappe atomique.

Convaincus que la guerre n'est jamais une solution vraie aux conflits entre les peuples, les chrétiens réunis à Metz comprennent et justifient cependant les luttes que mènent les minorités et les peuples opprimés pour leur libération. Ils considèrent, enfin, qu'il ne pourra y avoir de paix et de justice dans le monde « tant qu'il existera des peuples opprimés... »

Ce programme rejoint sur la plupart des points celui de l'U.D.B. Neutre au point de vue religieux et philosophique, notre parti respecte, chez ses membres, les convictions religieuses des uns, comme l'absence de croyance des autres. Il rejette, comme attitude négative et périmée, tout anticléricalisme systématique et, a fortiori, tout sectarisme antireligieux.

C'est dire que nous suivons avec sympathie les efforts de la fraction novatrice du jeune clergé et des militants chrétiens. Nous souhaitons aider à leur prise de conscience du problème breton global. Si les plus avancés d'entre eux font le chemin jusqu'au progressisme breton de l'U.D.B., ils apporteront une contribution positive à la décolonisation de la Bretagne.

Jean THOMAS.

(6) Signe des temps T.C. traite plus souvent (et d'ailleurs avec sympathie) du problème breton que des organes catholiques de droite comme *La France Catholique* ou *L'Homme Nouveau*.

(7) Cf. T.C. du 30 septembre 1965. A ce colloque, ont participé, outre les Amis de T.C. et le Cercle Jean XXIII, de Nantes, des groupes belges, canadiens, français, hongrois, italiens, polonais, suisses, etc.

## LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES



**MOR-BIHAN.** — Situation préoccupante dans la pêche à Lorient ; les trois quarts des marins des chalutiers ont gagné moins de 500 francs par mois cet été, 95 % des bâtiments armés à Lorient sont déficitaires.

Que les pêcheurs se rassurent, M. Messmer, s'ils ont le malheur de l'élire, pourvoira à leur reclassement.

**LOIRE-ATLANTIQUE.** — Inquiets quant à leur avenir, les salariés des ports de Nantes et Saint-Nazaire ont organisé une grève. Il y avait 504 dockers à Nantes au 1<sup>er</sup> juin pour 165 actuellement. Le trafic américain représentait 30 % de l'activité de la compagnie "Union des remorqueurs de l'Océan" à Saint-Nazaire. Le commerce des bananes et du vin ne se fait plus par l'intermédiaire de Saint-Nazaire.

**ILLE-ET-VILAINE.** — En réponse aux promesses électorales, telles que : « Le développement de la Bretagne, largement commencé, va être activement poursuivi », l'Union départementale C.F.D.T. d'Ille-et-Vilaine a notamment déclaré :

« Toute l'action des organisations syndicales depuis quinze ans pour obtenir ce barrage avait pour but de favoriser le développement industriel de la Bretagne et particulièrement de la région malouine.

« Nous sommes obligés de constater qu'aucune réalisation industrielle précise n'est prévue pour le moment en liaison avec l'énergie produite par l'usine marémotrice. Les travailleurs de la région malouine se demandent vraiment comment ils pourront rester sur place s'il n'y a pas de créations d'emplois qualifiés tant pour les hommes que pour les femmes. Comme dans le reste de la Bretagne, les jeunes de la région malouine sont obligés d'émigrer car ils ne trouvent pas le travail d'avenir sur place... »

Ajoutons que le jour de l'inauguration une réunion intersyndicale (les organisations de la journée du 29 octobre) avait, à Dinard, exprimé les revendications de tous les travailleurs de la Bretagne.

**FINISTÈRE.** — Tous les employés du "réseau breton" ont suivi l'ordre de grève lancé par leurs syndicats C.G.T. et C.F.D.T., et auxquels s'était joint F.O. Aucun trafic n'a eu lieu sur

les lignes à partir de Carhaix. Dans le cadre de cette action revendicative, un important meeting s'est tenu à Carhaix en présence de plus de 300 personnes employées au réseau : l'opposition de tous à la politique gouvernementale d'abandon progressif de l'exploitation des lignes fut clairement affirmée. Un syndicaliste nota l'absence de progrès réel des salaires par rapport au nombre d'heures de travail fournies, depuis le Front populaire. Les manifestants défilèrent calmement dans la rue et une motion fut adoptée à l'unanimité : elle affirme notamment l'opposition de tous à la politique réactionnaire du gouvernement gaulliste qui veut fermer six lignes sur sept et donner aux trusts de la route toutes les possibilités d'exploitation, tant au point de vue voyageurs que marchandises. Elle considère que la lutte « doit être celle de tous les travailleurs et de la population » pour ne pas que le pouvoir gaulliste trouve en cette Bretagne intérieure une main-d'œuvre disponible à exploiter.

**COTES-DU-NORD.** — Déjà département breton le plus touché par la désindustrialisation, les Côtes-du-Nord va être victime d'une nouvelle fermeture. La concentration technique décidée par le conseil d'administration et la direction de la société des extincteurs Sicil va provoquer la fermeture des ateliers de fabrication de Saint-Brieuc. La raison officielle invoquée est la nécessité de se rapprocher du fameux axe Rhône-Rhin, chéri du pouvoir, et des concentrations urbaines de l'Europe ; c'est dans l'Yonne que le regroupement des usines Sicil doit s'opérer. 118 ouvriers vont être licenciés ; au total, plus de 350 personnes sont concernées. La plupart vont être contraints à l'exode, car le mandat du député U.N.R. de Saint-Brieuc, M. Richet, va se terminer sans qu'aucune mesure concrète de décentralisation ne soit intervenue. Cet exemple doit briser le mythe trop souvent entretenu qu'il est un député gaulliste pourrait assurer le développement économique de la région. Le départ sans compensations de Sicil montre clairement la volonté déterminée du pouvoir gaulliste de condamner les Bretons à l'exode, la Bretagne au sous-développement.

### ÉDITO (Suite de la page 2)

exprima ses craintes pour l'unité nationale, sa méfiance devant ce qui ne viendrait pas d'en haut, se justifia par un "Restons tout de même Français", c'est-à-dire, pour elle, soumise au centralisme. Ainsi l'idée même de "vie régionale" autonome bouleversait et effrayait de nombreux "représentants bourgeois de la gauche centraliste" comme les a appelés Serge Mallet. La "régionalisation" de la culture se heurta à la même opposition et l'on entendit un enseignant P.S.U. — donc supposé socialiste — avancer que l'enseignement du breton pourrait développer le racisme ! La gauche aussi a sa francophilie impérialiste. Sombrant alors dans le paternalisme, les opposants au rapport proposèrent une heure facultative (ou deux...) de breton par semaine à l'école. Nos délégués leur reprochèrent d'être incapables de concevoir un pluralisme culturel et il fut finalement admis que les revendications de nos amis d'Ar Falz étaient légitimes.

La dernière assemblée générale confirma le conservatisme intrinsèque d'une large partie de l'assemblée. Un orateur alla jusqu'à qualifier l'esprit régional de spéculation intellectuelle, alors que la lutte des classes continue, montrant ainsi son incapacité psychologique à concevoir la lutte des classes au niveau régional. Un autre mentionna que Paris aussi était en crise économique, témoins les 10 000 chômeurs que l'on y trouve (pour 9 millions d'habitants), et que la « colonisation de la province par Paris est un mythe ».

Ainsi la phraséologie révolutionnaire servait de paravent au conservatisme le plus pur, à la crainte de la démocratie, au nationalisme autoritaire habituellement lié à la droite la plus extrémiste. Les idées — bouleversantes pour beaucoup — exprimées dans les rapports, ne furent adoptées que parce que venant de Paris. Encore essaya-t-on de faire de cette révolution une série de réformes anodines, applicables à très long terme.

La rencontre a mis en évidence l'ouverture d'esprit de certains éléments — pensons à MM. Mallet, Rocard et Philipponneau —, de certains éléments de cette gauche qu'on veut nouvelle. Mais ce qui frappe, c'est le bonapartisme conservateur d'une large fraction de la base, l'incurie politique de nombre d'organisations et de militants qui n'avaient pas étudié le rapport mais ont voulu intervenir pour la seule satisfaction de s'affirmer en public. Les partis de la gauche française auront fort à faire pour donner à leurs militants la volonté de travailler efficacement à la solution des "problèmes régionaux", encore tabous pour beaucoup.

Sobre et efficace, la jeune délégation de l'U.D.B. a fait forte impression à ce colloque. Jamais l'action de notre parti n'est apparue aussi justifiée et indispensable. Elle seule attaque le mal à la base en s'efforçant de désaliéner les Bretons. D'où l'importance du III<sup>e</sup> congrès de l'U.D.B., tant par le bilan dressé de l'action passée que par le nouveau pas que ses orientations nous permettront de franchir vers une efficacité plus grande, vers une solution du problème breton. Pour cela, nous avons besoin de l'aide de tous les Bretons conscients.



**ENTREPRISE DE MAÇONNERIE TRAVAUX PUBLICS**  
**LE TOULLEC**  
PLONÉOUR : Place Victor-Hugo  
LE GUILVINEC : Robiner en Plomeur  
Tél. 1-72

des parlementaires U.N.R. dans des cérémonies militaristes, ce n'est pas pour voir les prélats s'ériger en chefs de parti. Nous attendons d'eux un geste de solidarité, non un programme politique.

Ce dont l'Eglise, en Bretagne, a besoin, ce sont des témoins de l'Evangile, non des notables ; des prêtres ayant conscience de leur mission prophétique, non des fonctionnaires du "sacré".

Quant aux catholiques bretons eux-mêmes, beaucoup d'entre eux ont une mutation importante à réaliser pour devenir des citoyens et non plus des sujets, des démocrates et non plus des "bénévoles", des hommes du XX<sup>e</sup> siècle et non plus des biens-pensants dépersonnalisés, prêts à abdiquer entre les mains d'un homme "providentiel".

Les attitudes traditionnelles, — cléricalisme, conformisme, routine, fatalisme, — sont les pires obstacles au réveil breton comme à la rénovation de l'Eglise elle-même. La passivité et la résignation résultant de l'enseignement clérical traditionnel expliquent pour une large part, aussi bien le vote conservateur des catholiques, la difficulté pour l'Eglise d'intéresser les fidèles aux travaux du Concile, d'obtenir d'eux une participation active aux réformes ecclésiastiques et une prise de conscience des responsabilités du chrétien engagé dans le monde moderne. Ce n'est pas impunément que l'on a fait prévaloir si longtemps l'obéissance sur les exigences de la justice, la discipline sur le dialogue.

**HOTEL - RESTAURANT**  
**"Le Pingouin"**  
— BONNE TABLE —  
40 CHAMBRES - GRAND CONFORT  
Place des Lices - RENNES